

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: 36 (1999)

Heft: 1399

Artikel: Essai de définition : la "classe moyenne" : qui trop embrasse et mal étreint

Autor: Pidoux, Jean-Yves

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014792>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La «classe moyenne»: qui trop

Du Manifeste Blair-Schröder aux programmes électoraux de l'Union démocratique du centre helvétique, la classe moyenne est sujette à toutes les convoitises.

Mais le jargon politique ne dit ni ce qu'elle représente, ni ceux qui la constituent.

ANS DP 1397, nous évoquions la classe moyenne, et nous interrogions sur la possibilité de définir sociologiquement et rigoureusement cette notion. Quelques notations pourront, sinon faire le point, du moins fournir un premier éclairage sur le terme et sur la réalité qu'il est supposé désigner.

Y a-t-il une définition sociologique de la notion de classe moyenne? Le problème est qu'il en existe plusieurs. La littérature théorique est immense, et les recherches empiriques sur les différences sociales hiérarchisées sont innombrables. Il est en outre bien difficile d'être rigoureux dans un domaine où les a priori idéologiques sont inhérents au vocabulaire à disposition. Les historiens des sciences sociales rappellent que la notion de classe moyenne peut s'insérer dans deux modèles diamétralement opposés de la société: d'un côté le modèle aristotélicien ou tocquevillien, pour lequel la classe moyenne constitue le centre de gravité sociale, et pour qui les autres classes, vers le haut et vers le bas, sont anormales ou transitoires; et de l'autre le modèle marxien, pour lequel au contraire ce sont les classes moyennes qui sont résiduelles, étant donné la polarisation inévitable entre exploitants et exploités, et l'émergence de conflits dans lesquels les catégories intermédiaires ne pourront pas ne pas prendre parti.

De la rhétorique...

Entre ces deux visions l'histoire a-t-elle tranché? Peut-être, dès lors que ne déclinent pas les groupes sociaux qui ne sont ni propriétaires des moyens de production, ni détenteurs de leur seule force de travail. Peut-être aussi, puisque la notion de classe moyenne est plus utilisée que jamais. Mais il faut voir que les termes utilisés pour rendre la société intelligible sont eux-mêmes situés socialement; une notion aussi dense que celle de classe sociale est toujours le produit d'une relation entre celui qui l'emploie et la réalité qu'il prétend évoquer. L'utilisation par des tribuns politiques de la notion de classe moyenne semble avoir un aspect descriptif, mais elle a aussi une dimension «performative». D'abord, elle ratisse large: ce qui ressort de l'usage incantatoire de la notion, c'est la hantise

de ne pas se couper d'un électoral flottant. Ici règne le ni-ni: il ne faut exclure ni les riches ni les démunis, ni les qualifiés ni les spécialisés, ni les salariés ni les indépendants, ni les urbains ni les ruraux. Ensuite, le terme désigne des gens qu'il faut aussi mobiliser comme citoyens. La tactique la plus simple et la plus efficace consiste à flatter en suscitant la rancune: à suggérer à ceux qui ne sont pas des nantis mais qui sont relativement bien lotis qu'ils ne bénéficient pas de l'État autant qu'ils lui apportent; ce sont ces catégories dont les politiciens supposent qu'elles peuvent se sentir lésées par le mécanisme de redistribution des richesses opéré par la fiscalité. Et pour que ce sentiment advienne et persiste, on présentera l'État et les politiques publiques sous un jour légèrement ou fortement turpide.

...aux représentations

Mais il faut reconnaître que le jargon politique trouve des oreilles bien disposées. Une des activités de préférence des sociologues de la stratification sociale consiste à demander à un échantillon représentatif de la population à quelle classe (ou couche) les sondés pensent appartenir. Dans la recherche très complète accomplie en Suisse par René Levy et son équipe (*Tous égaux*, Seismo, 1997, voir DP 1319, 6.11.1997), cette demande d'auto-affiliation aboutissait à un résultat classiquement observé: 87% de la population (qu'il s'agisse de membres de professions libérales ou de petits employés, de cadres ou d'ouvriers) se placent eux-mêmes dans les classes moyennes et rechignent à évoquer tout autre ensemble social.

Les notions qui servent à illustrer les représentations de soi par les individus et les collectifs ne sont pas des concepts valides pour l'analyse: elles devraient être plutôt l'objet d'une analyse. Celle-ci peut être psychologique: l'usage têtu de la notion de classe moyenne traduit peut-être le souhait angoissé de ne pas appartenir aux extrêmes, d'être «dans la moyenne»; être en haut, c'est trop haut, être en bas, c'est trop bas. L'analyse peut être guenarde et sémantique: le terme «moyen» n'a aucun sens, sauf celui d'atténuer le mot tabou «classe»: aussi bien, les différences réapparaissent au

nbrasse et mal étreint

sein de la classe moyenne, divisée illiko en « supérieure » et en « inférieure »... L'analyse peut encore être positionnelle : où qu'on soit, sur l'échelle ou dans la pyramide sociale, il y a encore des gens plus haut, et d'autres plus bas : on se pense donc volontiers comme appartenant à une catégorie intermédiaire.

...et à la sociologie

Il faudrait pourtant dire en quoi et entre quoi cette classe est moyenne : l'usage exclusif du terme « moyen » est logiquement absurde, et correspond à une description drastiquement inadéquate. Or les termes parents de classe possédante ou dominante ne surgissent

que rarement, et ont l'air de vocables polémiques. Un prudent « classes supérieures » est quelquefois utilisé, dont le pluriel émousse la possible référence à un ensemble social cohérent. Dans l'autre sens, la terminologie est encore plus circonspecte, et traduit l'effort paternaliste de présenter les handicaps sociaux et matériels comme une détention de biens insuffisante : on ne verra guère utiliser la notion de classe dominée ou inférieure, mais plutôt celle de classes défavorisées.

En réalité

Une société n'abritant qu'une seule grande classe moyenne est peut-être bien un souhait de politicien centrisme.

Mais ce vœu n'est pas exaucé. Il s'agit donc de continuer à mettre au jour les différences hiérarchisées qui perdurent, en termes de revenus, de formation, d'accès aux ressources valorisées. Telle est du moins la raison d'être de la sociologie comme projet de connaissance. S'il existe une classe moyenne, il doit exister d'autres classes, et il s'agit de les décrire en tant que telles et dans leurs rapports réciproques, en utilisant des critères explicites (revenu et/ou fortune, formation, position professionnelle, mais aussi genre, nationalité, habitat, etc.). Pour rendre compte des différences et des inégalités, il est pour le moins malcommode de recourir à un terme dont l'usage impénitent est essentiellement voué à les estomper. jyp

PEINTURE

La dimension politique de l'art

DURANT LE PRINTEMPS et l'été, à Studen près de Bienne, Christoph Blocher a présenté sa collection personnelle de tableaux du peintre Albert Anker. Simultanément, le musée des beaux-arts de Berne proposait une exposition *Albert Anker, Adolphe Wolfli. Mondes parallèles*.

Tout le monde a vu l'une ou l'autre œuvre d'Anker (1831-1910). L'un des artistes majeurs de la période de formation de la Suisse moderne, du milieu du XIX^e au début de ce siècle, le peintre bernois met en scène la vie quotidienne dans les campagnes helvétiques, véritables lieux du pouvoir dans le nouvel État, et brosse le portrait des figures marquantes de la société rurale.

L'histoire culturelle de la production d'Anker peut se décliner en trois actes.

Premier acte. C'est l'annonce d'un pays innovateur. La Suisse de 1848 est une île dans un océan de monarchies et d'empires.

Deuxième acte. Après la première guerre mondiale et jusqu'à nos jours, l'œuvre d'Anker rappelle les temps fondateurs et suscite la nostalgie d'une Suisse idéalisée, peuplée de paysans et de montagnards libres sur leurs terres. C'est à cette nostalgie que se réfère le chroniqueur de *L'Événement syndical* pour qui il ne faut pas laisser Anker à Blocher.

Troisième acte. Cette nostalgie parfois complaisante devient la base politico-culturelle du repli nationaliste et du mépris des autres. Du vernissage de l'exposition de Studen, Christoph Blocher a fait un meeting de soutien à ses thèses politiques.

Comme en réponse à cette appropriation, les conservateurs du musée des beaux-arts de Berne tentent de libérer Anker de son image convenue. Certes Wolfli (1864-1930) est l'image inversée d'Anker, même si les deux artistes, nés dans la région de Berne, travaillent près de dix ans à 30 kilomètres de distance. En 1854, Anker interrompt ses études de théologie pour se consacrer à la peinture. À la fin du siècle, il est au sommet de son art, membre de la Commission fédérale des beaux-arts et du conseil de la Fondation Gottfried Keller. Il fut même député au Grand Conseil. Wolfli, enfant placé, valet de ferme et manœuvre, commence à peindre en 1899, dans la clinique psychiatrique où il est interné pour schizophrénie et où il mourra. Il produit des collages d'imprimés et dessine sur des pages de journaux, combinant le trait et le texte. Wolfli consacre des milliers de pages à la « Gigantesque création de Saint Adolf », une utopie personnelle ouverte sur un avenir my-

thique. Les deux artistes se réfèrent à la vie paysanne, chacun à sa manière. Anker annonce la société d'un jeune État qu'il voudrait telle qu'il la peint, fondée sur de règles et des valeurs d'une morale reconnue. Wolfli s'inspire de son monde intérieur. Il voyage dans son esprit pour célébrer et même peser sur cette société dont il est exclu.

Pour les organisateurs de l'exposition de Berne, il s'agissait de faire « comprendre les liens qui unissent des œuvres aussi divergentes, en laissant deviner que le fossé entre les deux n'est pas aussi profond qu'il apparaît au premier abord ». Un objectif ambitieux dont on retiendra qu'il était une façon habile et compétente de sortir Anker du jeu blochéen. dm

Médias

LU DANS *Le Monde* un classement des meilleurs journaux au monde. Citons dans l'ordre : *Financial Times, New York Times, Frankfurter Allgemeine Zeitung, Wall Street Journal, Neue Zürcher Zeitung, Le Monde, International Herald Tribune, El País, Washington Post, Times*. cfp